



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
4 avril 2018
Français
Original : anglais

Session annuelle de 2018

4-8 juin 2018, New York

Point 13 de l'ordre du jour provisoire

Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

Rapport annuel de la Directrice exécutive

Résumé

Nous sommes fiers de présenter le rapport annuel définitif du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) sur son plan stratégique 2014-2017, qui est aussi le deuxième rapport annuel de l'UNOPS établi conformément aux normes de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance. Créée par l'UNOPS en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Pacte mondial des Nations Unies, l'Initiative mondiale a pour mission d'aider les entreprises à inclure la dimension environnementale et sociale dans leurs rapports.

En 2017, l'UNOPS a aidé l'Organisation des Nations Unies (ONU) à faire face à des crises humanitaires dévastatrices, à exécuter d'importants projets de développement et à promouvoir ces priorités que sont la paix et la sécurité dans des pays aussi divers que la Colombie, le Myanmar, la Somalie, la Syrie et le Yémen. Les services offerts par l'UNOPS font l'objet d'une demande croissante, et pour la deuxième année de suite nous avons constaté une augmentation du volume de l'appui que nous apportons directement aux gouvernements, qui représente aujourd'hui plus du tiers de notre portefeuille. L'UNOPS a appuyé des projets qui ont valu plus de 2,1 millions de jours de travail rémunéré aux populations locales de plus de 80 pays, dont 370 000 ont été effectués par des femmes. Nos activités dans le secteur de l'infrastructure ont compris la construction de plus de 2 300 kilomètres de routes, 35 écoles, 47 hôpitaux et 243 dispensaires. Les achats effectués auprès de fournisseurs locaux se sont élevés à un total de près de 540 millions de dollars, ce qui a simultanément atténué leur impact sur l'environnement en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et apporté une contribution directe aux économies nationales concernées.

Au total, les prestations de l'UNOPS ont dépassé 1,8 milliard de dollars, soit une augmentation de 25 % par rapport à 2016, et avec plus de 11 000 personnes sous contrat travaillant directement pour l'UNOPS et ses



partenaires, nous avons pu mettre nos compétences techniques et notre efficacité au service du système de développement mondial. L'UNOPS a continué d'améliorer son fonctionnement et, forte de son plan stratégique 2018-2022, est bien placée pour intensifier son appui au Programme de développement durable à l'horizon 2030, aux États Membres et aux populations qu'ils représentent.

Éléments de décision

Le Conseil d'administration voudra peut-être : a) saluer la contribution que l'UNOPS a apportée en 2017 aux résultats opérationnels des gouvernements, de l'ONU et des autres partenaires en mettant à leur disposition des services d'appui à la gestion efficaces et des compétences techniques spécialisées efficaces, renforçant ainsi les moyens engagés au service du développement durable ; b) prendre note de la bonne exécution du plan stratégique 2014-2017 et de la création d'une solide base sur laquelle appuyer le lancement du plan stratégique 2018-2022 visant à aider les États Membres à réaliser le Programme 2030 ; et c) prendre note des recommandations du Corps commun d'inspection et des progrès accomplis dans l'application de celles de ses recommandations qui concernent l'UNOPS.

Table des matières

	<i>Page</i>
Introduction	4
I. Cadre de résultats	4
II. Aperçu des résultats	4
III. Résultats opérationnels	5
A. Compétences techniques spécialisées efficaces	5
B. Services d'appui à la gestion efficaces	11
C. Élargissement de la gamme et de l'impact des ressources	14
IV. Résultats de gestion	17
A. Prestations et partenariats	17
B. Excellence des processus	18
C. Excellence des ressources humaines	19
D. Gestion financière	22
Annexes (consultables sur la page web du Conseil d'administration)	



Rapport établi à partir de données entièrement conformes à l'Initiative mondiale sur les rapports de performance (GRI), qui peuvent être consultées à l'annexe I du rapport sur la page web du Conseil d'administration.

Introduction

1. La Directrice exécutive a le plaisir d'informer le Conseil d'administration des progrès accomplis en 2017 dans l'exécution du plan stratégique 2014-2017 de l'UNOPS. En exécutant ce plan, l'UNOPS a aidé les populations à se bâtir une vie meilleure et les pays à avancer sur la voie de la paix et du développement durable.

I. Cadre de résultats

2. Le mandat de l'UNOPS a été défini par l'Assemblée générale dans sa résolution [65/176](#), et son plan stratégique 2014-2017 a été approuvé par le Conseil d'administration dans sa décision 2013/23. Dans cette décision, le Conseil s'est félicité de l'importance accrue accordée aux services que l'UNOPS fournit à ses partenaires, en privilégiant la durabilité, l'appropriation par les pays et le renforcement des capacités.

3. En 2017, l'UNOPS souhaitait se positionner dans la perspective de son plan stratégique 2018-2021 et établir un ordre de priorités pour l'exécution des ultimes activités prévues par son plan stratégique 2014-2017. Il a donc organisé son rapport annuel 2017 autour des compétences de base ou domaines prioritaires que lui assigne son mandat, à savoir : a) des compétences techniques spécialisées efficaces en infrastructure, achats et gestion de projet ; et b) des services d'appui à la gestion efficaces.

4. Au-delà de ces deux domaines prioritaires, l'UNOPS a communiqué dans son rapport 2017, à la demande du Conseil d'administration, des informations sur un troisième domaine prioritaire, qui est celui de l'élargissement de la gamme et de l'impact des ressources disponibles pour le Programme 2030, y compris en provenance du secteur privé.

5. En 2017, ces domaines prioritaires ont servi à évaluer les résultats de 967 projets, dont 679 ont déclaré avoir contribué à la durabilité à de nombreux points de vue économiques, environnementaux et sociaux. Les pourcentages reflétant les résultats obtenus sur le plan de la durabilité qui figurent dans le présent rapport sont pondérés en fonction de la valeur des projets exécutés. Le cadre de résultats et la méthode d'établissement du rapport sont décrits à l'annexe II.

6. Les informations figurant dans le présent rapport correspondent aux critères de durabilité de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance. On trouvera à l'annexe I des informations plus complètes sur les résultats obtenus par l'UNOPS mesurés par les indicateurs pertinents de l'Initiative.

II. Aperçu des résultats

7. En 2017, les projets soutenus par l'UNOPS ont permis d'offrir aux populations locales plus de 2,1 millions de jours de travail rémunéré, dont 22% ont été travaillés par des femmes. Il s'agissait en majorité de projets d'infrastructure, avec notamment la construction, la conception ou la remise en état de 35 écoles, 47 hôpitaux, 243 dispensaires et 2 302 kilomètres de routes. En 2016, ces chiffres étaient de 50 écoles, 74 hôpitaux, 278 dispensaires et 3 025 kilomètres de route, et le nombre de jours de travail effectués était de 3 millions.

8. En 2017, l'UNOPS a acquis pour ses partenaires des biens et services d'une valeur de plus de 1 milliard de dollars, en hausse de 10 % par rapport aux 900 millions de 2016. L'UNOPS est résolu à renforcer les économies locales en soutenant les

fournisseurs locaux. Dans les zones d'intervention où il maintient une présence physique, 51% de ses achats ont été effectués auprès de fournisseurs locaux, soit près de 540 millions de dollars, c'est-à-dire 46 % de plus que les 400 millions de dollars de l'année précédente.

9. Dans le cadre des efforts qu'il déploie pour partager ses connaissances et ses compétences, l'UNOPS a fourni à ses partenaires près de 40 000 jours d'assistance technique (contre 50 000 en 2016). Il a également aidé à renforcer les capacités locales en finançant plus de 8 500 jours de formation. Environ 57 % des projets qu'il a soutenus – soit 55 % de plus qu'en 2016 – ont déclaré qu'une ou plusieurs de leurs activités avaient contribué au renforcement des capacités nationales.

10. L'UNOPS attache une grande importance à la neutralité climatique. En 2017, une analyse préliminaire de ses activités conduite suivant la même méthode qu'en 2016 a chiffré leurs émissions de gaz à effet de serre à 16 931 tonnes d'équivalent CO₂, contre 14 969 l'année précédente. Toutes les émissions de l'UNOPS sont compensées par des réductions d'émissions certifiées, selon une certification étalon-or établie dans le cadre du Mécanisme de l'ONU pour un développement propre. Lorsqu'une nouvelle méthode de calcul des émissions sera adoptée par le système des Nations Unies en 2018, l'UNOPS révisera en conséquence ses chiffres pour 2017.

11. En 2017, l'UNOPS a appuyé les activités de déminage du Service de la lutte antimines de l'ONU et de ses partenaires dans 17 pays et territoires.

12. En 2017 encore, la demande est restée forte pour les services de l'UNOPS dans les pays en conflit ou sortant d'un conflit, les pays les moins développés et les autres pays en situation de vulnérabilité. L'UNOPS a facilité les progrès accomplis dans la réalisation de divers objectifs locaux et mondiaux, parmi lesquels les objectifs du développement durable. Comme les années précédentes, la demande d'appui pour les objectifs n^{os} 3, 9, 11 et 16 est restée soutenue. L'UNOPS partage ses compétences par l'intermédiaire d'une large gamme de services intégrés qui recourent de multiples secteurs et services. La répartition de ces services en 2017 est présentée dans le tableau 1 ci-dessous :

Tableau 1. Répartition du total des prestations entre les diverses lignes de services de l'UNOPS

<i>Ligne de services</i>	<i>Part du total des prestations (en pourcentage)</i>
Infrastructure	25
Achats	36
Gestion de projets	4
Ressources humaines	13
Gestion financière	21

III. Résultats opérationnels

A. Compétences techniques spécialisées efficaces

13. L'UNOPS a pour vocation d'aider les populations à atteindre leurs objectifs individuels, locaux, nationaux et mondiaux grâce à des compétences techniques efficaces appuyées sur les normes et règles internationales. Il fournit une large gamme de compétences spécialisées déclinées selon plusieurs grandes lignes de services et dans un certain nombre de contextes.

14. L'UNOPS applique une approche durable de l'exécution de projets en suivant une démarche de diligence raisonnable ; en respectant les principes internationaux des droits de l'homme ; en faisant participer les populations locales et en privilégiant la protection de leurs membres les plus vulnérables ; en facilitant l'accès à l'alimentation, à l'eau, à l'assainissement, à l'énergie, aux soins de santé, à l'éducation, à la justice et aux services de sécurité ; et en intégrant le principe d'égalité des sexes dans toutes ses activités.

15. Au Yémen, l'UNOPS s'est efforcé, en collaboration avec ses partenaires, de faciliter l'accès des populations aux produits de base afin de satisfaire leurs besoins élémentaires. À fin 2017, 22,2 millions de Yéménites avaient besoin d'une aide, dont 17,8 millions étaient en situation d'insécurité alimentaire. Agissant pour le compte du Gouvernement yéménite et des organismes des Nations Unies, l'UNOPS a créé en décembre 2015 le Mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies au Yémen. En 2017, ce mécanisme a permis d'autoriser 346 navires marchands à décharger 6,6 millions de tonnes de produits alimentaires, de carburant et de fournitures.

16. Au cœur de l'effort de reconstruction de Gaza se trouve un projet exécuté par l'UNOPS dans le cadre du Mécanisme pour la reconstruction de Gaza, qui est né d'un accord temporaire entre l'État de Palestine et Israël négocié par l'ONU. Ce projet facilite l'importation des matériaux indispensables dans ce territoire. En 2017, il a permis d'importer 686 631 tonnes de ciment destiné à la reconstruction de logements, de bâtiments publics comme des hôpitaux et des écoles et d'ouvrages de distribution d'eau, d'assainissement et d'hygiène publique. Les matériaux importés ont permis de reconstruire ou de préparer la reconstruction de logements pour 23 553 familles. Les fournisseurs locaux ont été admis à participer au projet sur simple inscription, ce qui a stimulé l'économie locale en plaçant le secteur privé local au centre de l'entreprise de reconstruction. En 2017, 60 % des projets soutenus par l'UNOPS ont déclaré avoir entraîné des retombées positives sur l'économie locale.

17. Pour améliorer la sécurité et faciliter la circulation des biens et des personnes entre la Serbie et le Kosovo, l'UNOPS met actuellement en place des installations ultramodernes de gestion intégrée de la frontière grâce à des crédits de l'Union européenne. Les plans ont été achevés en 2017 et les travaux ont commencé et comprennent plusieurs dispositifs favorables à l'environnement, à la résilience et à la durabilité. Le toit du poste de franchissement de la frontière sera équipé de panneaux solaires qui fourniront jusqu'à 24 heures d'électricité par jour. Les ouvriers locaux ont reçu une formation aux bonnes pratiques de la construction d'infrastructures. Cette formation a débouché sur diverses accréditations et sur la délivrance de certificats d'adhésion à la norme Occupational Health and Safety Assessment Series (OHSAS), référentiel reconnu mondialement pour les systèmes de gestion de la santé et de la sécurité au travail. En 2017, 25% des projets exécutés par l'UNOPS ont déclaré offrir une formation professionnelle ou un programme d'accréditation à leurs bénéficiaires ou aux ouvriers locaux.

Encadré 1. De l'électricité renouvelable pour éclairer la Sierra Leone

En 2016, après la fin officielle de la crise de l'Ebola en Sierra Leone, le Gouvernement sierra-léonais a lancé une série de projets tendant à améliorer l'infrastructure énergétique du pays afin que les communautés rurales soient mieux préparées à faire face à une future épidémie si elle se produisait. L'un de ces projets vise à remédier à l'insuffisance des équipements médicaux sur

l'ensemble du territoire, et en particulier dans les régions rurales où de nombreuses villes et villages n'ont pas accès à l'électricité.

Financé par le Ministère du développement international du Royaume-Uni et exécuté par l'UNOPS, ce projet a été lancé en 2016 et vise à fournir jusqu'à 5 mégawatts d'électricité renouvelable à faible intensité carbonique à des communautés rurales réparties sur l'ensemble du territoire grâce à l'installation de centrales photovoltaïques raccordées à des mini-réseaux. Il s'agit du premier projet de ce type et de cette ampleur non seulement en Sierra Leone, mais encore dans toute la région sub-saharienne. Il comptera jusqu'à 360 000 bénéficiaires, y compris les entreprises locales, et facilitera la prestation de services essentiels. En 2017, des centrales photovoltaïques ont été installées pour 54 dispensaires répartis sur 12 districts sierra-léonais.

Les entreprises du secteur privé ont été mises en concurrence et invitées à offrir leurs services pour la gestion du réseau de distribution d'électricité dans chaque village. Celles dont l'offre aura été retenue se verront confier la responsabilité de l'exploitation et de l'entretien à long terme des mini-réseaux de distribution, ce qui permettra de créer des emplois dans l'économie locale et de protéger durablement l'environnement.

18. L'UNOPS apporte chaque fois que possible son soutien à des solutions novatrices. En 2017 par exemple, à la demande du Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda, il a installé à Antigua un centre de recherche et d'innovation chargé d'identifier et mettre au point de nouveaux moyens de répondre aux problèmes posés par les changements climatiques. Il a pour partenaires dans le monde universitaire le Massachusetts Institute of Technology et l'Université Harvard. Ce petit État insulaire en développement est le premier de la région des Caraïbes à se doter d'un établissement spécialisé qui devrait encourager les entrepreneurs locaux à intervenir dans les domaines de la lutte contre les changements climatiques et des technologies propres.

19. Quarante-cinq pour cent des projets soutenus par l'UNOPS déclarent inclure des mesures visant à atténuer les effets préjudiciables à l'environnement. Au Sri Lanka, 400 000 personnes ont bénéficié d'une amélioration de leur système de gestion des déchets qui a permis tout à la fois d'éliminer correctement les déchets et de protéger l'environnement et les communautés locales. Dans le cadre du même programme, l'UNOPS a construit ou remis en état les équipements de drainage et de traitement des eaux usées et autres effluents de deux autres districts. Ce programme a fourni en 2017 plus de 1 100 jours de formation qui faisaient partie de la contribution de l'Union européenne au développement du Sri Lanka.

20. Au Niger, l'UNOPS a fourni une large gamme de services consultatifs au Millenium Challenge Account-Niger, organisme public nigérien autonome chargé d'exécuter un programme quinquennal de travaux et de développement des entreprises financé par la Millennium Challenge Corporation. D'un montant de 437 millions de dollars, ce programme appuiera des projets de gestion durable de la ressource en eau et des projets agricoles et bénéficiera à environ 3,9 millions de personnes. En 2017, l'UNOPS a fourni plus de 2 500 jours d'assistance technique pour la gestion d'infrastructures et de projets.

21. En Afghanistan, l'UNOPS a aidé le Gouvernement à améliorer le réseau de transport routier à travers le massif de l'Hindou Kouch. Financé par la Banque

mondiale, ce projet vise à renforcer les moyens de subsistance des habitants de deux régions très peuplées et ayant une grande importance économique. L'UNOPS a apporté l'assistance technique voulue pour développer les compétences des institutions locales, notamment en matière de marchés publics et de gestion financière. Il a également fourni des services consultatifs en génie et travaux publics ; facilité la mise en place de garanties sociales et environnementales ; et mené des activités de renforcement des capacités. En 2017, l'UNOPS a fourni 283 jours d'assistance technique en soutien à ce projet.

Encadré 2. Moderniser les exploitations agricoles familiales au Paraguay

L'agriculture occupe une place centrale dans l'économie du Paraguay. Une proportion importante de la population de ce pays, qui compte plus de 6,7 millions d'habitants, vit de l'agriculture, qui est souvent en l'occurrence une agriculture de subsistance. L'agriculture occupe également une place importante dans les échanges internationaux du Paraguay, puisqu'avec l'élevage et la production d'électricité hydraulique, elle représente plus de 60 % des exportations de ce pays. Des études commandées par le Gouvernement ont établi que plus de 90 % des exploitations agricoles paraguayennes étaient des exploitations familiales, et que le secteur agricole se caractérisait par une faible productivité et un accès limité à la terre, aux capitaux et à la technologie. Ces études attribuaient par ailleurs la stagnation des rendements agricoles à l'érosion, à la perte de fertilité des sols, au recul de la biodiversité et à des problèmes d'utilisation de l'eau.

Depuis 2014, l'UNOPS aide le Gouvernement à lutter contre ces phénomènes dans le cadre d'une campagne majeure de réduction de la pauvreté par la modernisation des exploitations familiales dans les régions défavorisées. Cette campagne couvre une large gamme d'activités qui comprennent le soutien aux procédés de l'agriculture durable, l'achat de fournitures agricoles, l'organisation d'activités de surveillance et la gestion de projets connexes. Ces projets ont facilité la remise en état de plus de 40 000 hectares de terres agricoles, ce qui, à son tour, a renforcé la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des usagers de la terre. Soixante-dix centres agricoles ont été remis en état en 2017 et plus de 13 000 hectares de terres ont été amendés dans environ 150 villages.

22. Le Kenya a l'un des taux de mortalité maternelle les plus élevés du monde. Pour résoudre ce problème, l'UNOPS aide le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) à renforcer les services sanitaires dans cinq comtés. Quarante-deux dispensaires ont été remis en état en 2017 et incorporent plusieurs technologies vertes et 4 376 bénévoles et agents sanitaires appartenant à des communautés locales ont reçu une formation. Dans le cadre de ce projet, l'UNOPS a organisé le premier partenariat public-privé entre des organismes des Nations Unies, des administrations locales et des organisations non gouvernementales au Kenya afin de construire une installation médicale indispensable, qui est aujourd'hui une des plus grandes centrales d'oxygène du pays. L'UNOPS a supervisé la conception, la construction et l'installation de cette centrale ainsi que tout le processus de passation des marchés.

23. En 2017, l'UNOPS a lancé un certain nombre d'activités visant à renforcer les institutions somaliennes du secteur des travaux publics. Financé par la Banque

africaine de développement, ce projet vise à donner aux institutions concernées les compétences voulues pour planifier, gérer et contrôler par elles-mêmes la construction d'infrastructures ainsi que leur maintenance. Dans le cadre de ces activités, l'UNOPS a renforcé les capacités des administrations locales, facilité la rédaction des textes législatifs encadrant les travaux publics, assuré la participation des communautés locales et des groupes marginalisés tels que les femmes et les jeunes et créé des emplois en dispensant des formations en rapport avec l'infrastructure. En 2017, 57 % des projets soutenus par l'UNOPS ont déclaré avoir pris des mesures de renforcement des capacités pendant leur exécution.

24. Au Panama, l'UNOPS a aidé le Gouvernement à créer, au sein du cabinet du Président, une cellule de coordination de l'infrastructure publique afin de renforcer les capacités nationales de programmation de l'infrastructure, de gestion de projets, de passation de marchés, de construction et de contrôle dans des secteurs comme la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement. En 2017, 265 jours de services consultatifs, d'appui technique et de formation ont été fournis à ce projet.

25. Dans le but d'éliminer la poliomyélite en Afghanistan, l'UNOPS a conçu et construit à Kaboul un centre de gestion de l'urgence poliomyélite grâce à un financement de la Fondation Bill et Melinda Gates. Ce centre comprend plusieurs dispositifs respectueux de l'environnement, parmi lesquels des panneaux solaires, un système de traitement biologique des eaux usées, un système d'éclairage naturel et une architecture conçue pour résister aux tremblements de terre. La construction du centre, qui s'est achevée en 2017, a fourni 12 000 jours de travail à des travailleurs locaux.

26. Dans le cadre de l'action qu'il mène pour réduire les famines et soulager l'extrême pauvreté en République démocratique du Congo, l'UNOPS aide les petits exploitants agricoles à accroître leur productivité en ouvrant ou améliorant des routes dans ce pays. En 2017, l'UNOPS, agissant en soutien au Gouvernement, a fait procéder à des travaux sur plus de 1 200 kilomètres de routes dans trois provinces issues du démembrement de l'ancienne province de l'Équateur, fournissant ainsi 14 000 jours de travail aux travailleurs locaux. En 2017, 23 % des projets soutenus par l'UNOPS ont déclaré avoir créé des emplois locaux.

27. En accordant un soutien à 10 missions réparties dans toute l'Afrique, l'UNOPS a contribué aux activités de consolidation de la paix menées par le Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires politiques. L'une de ces missions était la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine. Dans ce pays, l'UNOPS a appuyé en 2017 plusieurs activités de consolidation de la paix pour le Gouvernement, parmi lesquelles des activités de formation dont ont bénéficié 2 605 ex-combattants, dont 364 femmes, sous la forme de stages d'apprentissage du métier de leur choix d'une durée de 90 jours. Les séances de formation comprenaient des éléments de sensibilisation à la problématique femmes-hommes, à la cohésion sociale et aux droits de l'homme. En 2017, 29 % des projets soutenus par l'UNOPS ont déclaré inclure des éléments de formation pratique des travailleurs locaux.

Encadré 3. Au-delà de l'infrastructure, reconstruire des logements avec les familles et les communautés

Pour atténuer la crise humanitaire qui perdure à Gaza, l'UNOPS facilite la reconstruction de l'habitat détruit de ce territoire, dans le respect de strictes normes sociales et environnementales. Les bénéficiaires de ce projet figurent parmi les éléments les plus vulnérables de la société. Il s'agit de familles choisies parmi les

populations déplacées qui ont perdu leur logement pendant le conflit de 2014.

Financés par l'Allemagne en association avec le Norwegian Refugee Council, les nouveaux logements ont été construits en accord avec les souhaits et les besoins de leurs propriétaires. Des groupes communautaires ont été associés à la recherche de solutions durables, notamment dans des domaines particuliers comme celui des besoins spécifiques des femmes. L'UNOPS s'est assuré que la réglementation locale de la construction était respectée et que les dispositions voulues étaient prises pour faciliter la vie des résidents handicapés ou justifiant de besoins particuliers.

Ce projet débordait largement du strict cadre de la construction puisqu'il comprenait des aides supplémentaires importantes au bénéfice des familles, notamment sur les plans juridique et financier. Il attribuait un égal pouvoir de signature au mari et à la femme pour les subventions en espèces afin de garantir le droit de propriété des femmes. Les veuves et les femmes divorcées ont bénéficié d'une aide juridique afin de garantir que leur droit de propriété sur le logement serait reconnu.

En 2017, ce projet a permis de reconstruire 140 logements en soutien aux autorités locales, apportant ainsi 168 000 jours de travail aux travailleurs locaux.

28. Grâce à des fonds mis à disposition par le Gouvernement japonais, l'UNOPS a contribué à l'amélioration des conditions de travail et des moyens d'intervention de six hôpitaux en Ukraine. Dans la continuité du soutien accordé à ce pays précédemment, il a participé en 2017 à l'acquisition et à l'installation d'équipements médicaux spécialisés pour améliorer la capacité de réponse du secteur sanitaire et rationaliser les procédures de diagnostic. Ces activités devraient améliorer l'accès de plus de 1 million de personnes aux services de santé.

29. En 2017, l'UNOPS a poursuivi dans toute la Colombie ses activités de soutien au processus national de paix en offrant de meilleures conditions de logement à des populations vulnérables. Dans le cadre d'un projet de logements sociaux, les plans individuels de 1 316 logements ont été négociés en 2017 avec les familles concernées et 120 logements familiaux ont été construits. Ce projet a fourni aux travailleurs locaux 5 300 jours de travail sur l'ensemble de l'année. Depuis 2014, l'UNOPS a collaboré avec le Département national de la prospérité sociale à des projets visant à rénover plus de 6 000 logements individuels dans plus de 60 localités, quelque 28 000 personnes devant en bénéficier.

30. De même, l'UNOPS aide le Gouvernement argentin à lutter contre la pauvreté en milieu urbain et à promouvoir l'inclusion sociale et économique en mettant à disposition des logements adéquats pour améliorer les conditions de vie dans des régions défavorisées. Ce projet a été lancé dans 16 communautés réparties entre trois provinces et a permis d'améliorer 411 logements familiaux en 2017. Les travaux prévus devraient améliorer les conditions de vie de plus de 7 500 personnes sur la durée du projet.

31. Également dans le cadre de l'appui qu'il apporte au processus de paix en Colombie, l'UNOPS apporte son concours technique à la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie. Cette mission, placée sous la direction du Département des affaires politiques de l'ONU, a pour mandat de vérifier la réinsertion des membres des ex-Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée populaire dans la vie

politique, économique et sociale du pays, y compris en offrant des garanties de sécurité aux anciens membres de ces forces, à leurs familles et à leurs communautés sur l'ensemble du territoire. En 2017, l'UNOPS a facilité une évaluation de l'infrastructure de camps situés dans 15 zones rurales de Colombie en fournissant toute la gamme des services de contrôle et de suivi nécessaires pour commencer cette opération.

32. En Tanzanie, l'UNOPS a aidé le Gouvernement à accroître la résilience des zones côtières contre les effets préjudiciables des changements climatiques et la hausse du niveau de la mer. En association avec le PNUE et grâce à un projet financé par le Fonds pour l'adaptation et le Fonds pour l'environnement mondial, 2 400 mètres de digues sont en cours de réparation ou de construction sur sept sites du littoral tanzanien. Une digue a été achevée en 2017 et les travaux se sont poursuivis sur les autres sites. Des lampadaires photovoltaïques ont été posés sur ces digues. Ces travaux ont permis à des communautés et à des établissements humains informels installés dans des basses terres à poursuivre leurs travaux agricoles et autres activités professionnelles.

B. Services d'appui à la gestion efficaces

33. L'UNOPS s'engage à aider ses partenaires à « faire plus avec moins » en mettant à leur disposition des services d'appui à la gestion efficaces, dispensés au niveau local ou sous la forme de services partagés à l'échelle mondiale. La gamme des services ainsi offerts va de la gestion des fonctions achats, ressources humaines, finances et autres services partagés, jusqu'à la fourniture aux partenaires intéressés de services spécialisés de secrétariat dans le cadre juridique de l'UNOPS.

34. Pour le compte du Département des affaires politiques, l'UNOPS facilite le déploiement à bref délai d'une équipe d'experts chargés d'offrir des conseils techniques à des hauts fonctionnaires des Nations Unies et à des partenaires régionaux ou sous-régionaux qui dirigent des actions de médiation et de prévention des conflits. Les experts ainsi déployés sont des spécialistes du droit constitutionnel, des questions de genre, de l'inclusion, des ressources naturelles, du partage du pouvoir, de la conception de processus et des questions de sécurité. Cette équipe a été déployée plus de 120 fois en 2017, dans 27 contextes différents.

35. Le Fonds d'affectation spéciale « Modes de subsistance et sécurité alimentaire » s'attache à améliorer les conditions de vie et les perspectives d'avenir des populations pauvres des régions rurales du Myanmar dans le cadre d'un programme financé par l'Australie, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Mitsubishi Corporation. En 2017, le Fonds a versé 86 subventions d'un montant total de 59,7 millions de dollars à des partenaires chargés d'exécuter des projets visant à accroître la productivité des activités agricoles des populations pauvres des régions rurales et améliorer la nutrition, l'accès au crédit, les compétences et les perspectives d'emploi de ces populations.

Encadré 4. Contribution au développement durable de la Serbie

L'UNOPS et la Serbie administrent conjointement le programme « European PROGRES » financé par des fonds de l'Union européenne et des Gouvernements serbe et suisse. Ce programme, qui vise à faciliter le développement durable de 34 municipalités autonomes du sud de la Serbie, est le plus important programme régional de ce pays.

Le programme répond au souci de renforcer la gouvernance et les capacités locales de planification et de gestion ; d'encourager l'inclusion sociale ; d'ouvrir l'accès à l'emploi ; et de faire la publicité des effets à attendre d'une adhésion de la Serbie à l'Union européenne.

Ce programme triennal a amélioré les conditions de vie de plus de 270 000 personnes et bénéficié indirectement à près de un million d'habitants de municipalités qui comptent parmi les moins développées du pays, soit près de un sixième de la population de la Serbie. Il a permis de créer plus de 700 emplois et près de 100 entreprises, dont certaines appartiennent à des femmes, des jeunes et des membres de catégories sociales vulnérables.

Le programme a permis de mobiliser plus de 10 millions d'euros pour des projets économiques et sociaux. Il visait également à améliorer les conditions de vie de plus de 9 000 membres de groupes vulnérables, dont 3 600 hommes et femmes roms.

Dans le cadre de ce programme, l'UNOPS a administré 125 subventions d'un montant total de 3,3 millions de dollars et fourni 402 jours d'assistance technique en 2017. Plus de 150 000 jours de travail ont été effectués par des travailleurs locaux, dont 90 000 par des femmes.

36. Dans le cadre de l'action qu'il mène pour améliorer la qualité de l'enseignement dans des écoles accueillant 30 000 enfants à l'intérieur de camps de réfugiés syriens, l'UNOPS a fourni divers services en soutien à l'UNICEF, sous la forme de remise en état d'écoles et autres établissements d'enseignement ; de passation de marchés publics ; de gestion de locaux ; et de transport scolaire. Six centrales photovoltaïques ont été installées dans des écoles des camps d'Azraq et de Zaatari en Jordanie. Des rampes d'accès aux sanitaires ont été construites pour les élèves handicapés dans 17 écoles. Ce projet était accompagné d'un programme « travail contre rémunération » dans quatre camps de réfugiés syriens qui a permis de rémunérer des assistants scolaires, des gardiens, des hommes et femmes de ménage et des techniciens de maintenance dans 17 écoles. En 2017, l'UNOPS a fourni plus de 300 jours d'assistance technique dans le cadre de ce projet.

37. Le Centre d'information pour les personnes déplacées en Iraq est un service gratuit d'assistance téléphonique qui fournit des informations vitales aux personnes déplacées dans l'ensemble du pays. Il fait office de service humanitaire centralisé pour les populations touchées, renforce les mécanismes de mise en cause de la responsabilité et facilite une participation directe des personnes touchées à la prise de décisions en matière humanitaire. En 2017, ses opérateurs ont répondu à 76 000 appels téléphoniques, dont 24,5 % provenaient de femmes, qui sollicitaient des informations sur les aides disponibles ou voulaient déposer plainte. Ce projet est exécuté par l'UNOPS pour le compte de divers partenaires, dont le Bureau du Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire en Iraq, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, la Commission européenne, le Fonds humanitaire commun pour l'Iraq, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

38. Agissant pour le compte de plusieurs organisations et organismes partenaires, l'UNOPS a administré les contrats de 7 249 personnes en 2017. Les partenaires en

question étaient notamment le HCR, l'Institut mondial pour une croissance verte, l'OMS, ONU-Habitat, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le PNUE et l'UNICEF.

39. Une Initiative régionale contre la résistance à l'artémisinine a été lancée par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme pour lutter contre l'apparition de types de paludisme résistant aux médicaments dans le bassin du Mékong. Les fonds fournis par l'Initiative ont permis à l'UNOPS d'aider le Cambodge, le Laos, le Myanmar, la Thaïlande et le Vietnam d'acheter des fournitures telles que des moustiquaires imprégnées d'insecticide, des trousse de diagnostic rapide et des médicaments garantis par une assurance-qualité, qui ont entraîné une forte baisse du nombre des cas de paludisme et des décès dus à cette maladie en 2017. Principal administrateur de ces fonds, l'UNOPS a facilité l'achat et la distribution de plus de 1,5 million de moustiquaires imprégnées d'insecticide en 2017.

40. Dans le cadre des services partagés qu'il fournit à l'échelle du système des Nations Unies, l'UNOPS a facilité l'achat de plus de 104 millions de dollars de biens grâce à sa plateforme électronique UN Web Buy Plus, contre 80 millions de dollars en 2016.

41. En décembre 2017, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires a inauguré son Centre de données humanitaires, qui devrait lui permettre d'améliorer l'exploitation et l'impact des données dans les situations de crise humanitaire en offrant des services de données et en normalisant ces données. L'UNOPS a fourni une large gamme de services de soutien à la gestion, y compris pour le recrutement et les achats, pour que le Centre puisse devenir opérationnel dès 2017.

42. Le Partenariat RBM pour éliminer le paludisme (« RBM Partnership to End Malaria ») a pris la succession du Partenariat pour faire reculer le paludisme en tant que plateforme mondiale de coordination de la lutte contre le paludisme. Il mobilise projets et ressources et facilite un consensus entre plus de 500 partenaires. Il réunit les pays où le paludisme est endémique, leurs partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux, le secteur privé, les organisations non gouvernementales et associations locales, les fondations, les organismes de recherche et les universités. L'UNOPS assure le secrétariat du Partenariat.

43. En 2017, l'UNOPS a appuyé de nombreuses activités de lutte antimines, d'aide humanitaire, de stabilisation et de gestion des explosifs, de renforcement des capacités des acteurs nationaux et des missions des Nations Unies, ainsi que les activités de gestion des armes et des munitions menées par le Service de la lutte antimines de l'ONU et d'autres partenaires dans 17 pays et territoires. Il a fourni des services de gestion des ressources humaines et des achats, de passation de marchés, de gestion des subventions et d'appui technique et opérationnel, ainsi que des services juridiques et financiers. Il a aidé à hauteur d'environ 250 millions de dollars son principal partenaire, le Service de la lutte antimines de l'ONU, à obtenir une large gamme de résultats, notamment les suivants :

a) En Afghanistan, en association avec les organismes des Nations Unies et une organisation non gouvernementale locale, le Service de la lutte antimines a dispensé des cours de sensibilisation au danger des mines à plus de 1,4 million de personnes déplacées et de rapatriés. Au total, les opérations de dépollution ont permis de déclarer 1 186 villages exempts de mines. Plus de 98 000 mines et de 1 million de restes explosifs de guerre ont été neutralisés.

b) Au Darfour, plus de 90 000 munitions d'armes légères ont été neutralisées et 200 000 personnes ont bénéficié d'une campagne de sensibilisation au danger des mines.

c) En Iraq, des policiers municipaux ont reçu une formation aux activités de première intervention et à la neutralisation des munitions non explosées et des engins explosifs improvisés. Le Plan stratégique et opérationnel de lutte antimines 2017-2021 a bénéficié des conseils et de l'appui technique du Service de la lutte antimines, qui a en outre aidé le Gouvernement à solliciter une prolongation de dix ans pour localiser et neutraliser toutes les mines antipersonnel.

e) Au Soudan du Sud, plus de 11,8 millions de mètres carrés de terres polluées par des engins explosifs ont été dépollués. Plus de 689 sites et bâtiments, parmi lesquels des habitations, des dispensaires, des marchés et des points d'eau, ont été déclarés sûrs et 55 écoles ont été dépolluées pour garantir que les élèves pouvaient s'y rendre sans danger. Des séances de sensibilisation aux dangers des mines ont été organisées pour près de 350 000 personnes, dont plus de 74 000 femmes et 200 000 enfants.

f) En Syrie, des équipes mobiles, se déplaçant dans le nord du pays, ont organisé des cours d'autoprise en charge et offert des services d'orientation à des victimes d'engins explosifs afin de renforcer l'autonomie des handicapés immobilisés chez eux et d'élargir la gamme des services de base mis à leur disposition. Vingt-sept organisations non gouvernementales locales et internationales ont fait l'objet d'une action de coordination à l'échelle du pays pour qu'elles intègrent la lutte antimines à leurs interventions humanitaires.

g) Au Sahara occidental, plus de 8 millions de mètres carrés ont été dépollués, 57 engins non explosés ont été neutralisés et environ 17 000 hommes, femmes et enfants ont reçu une formation aux dangers posés par les mines. Grâce à des fonds mis à disposition par l'Allemagne, 28 millions de mètres carrés supplémentaires ont été dépollués.

C. Élargissement de la gamme et de l'impact des ressources

44. L'UNOPS est résolu à aider les pays à élargir la gamme et l'impact des ressources disponibles pour le Programme 2030. Conformément aux décisions 2016/12, 2017/16 et 2017/26 du Conseil d'administration, il a continué à développer son projet d'investissements à impact social et à étudier des possibilités de partenariat collaboratif visant à mobiliser de nouvelles sources de capitaux à mettre au service du Programme 2030, notamment pour la construction de logements sociaux, pour les énergies renouvelables et pour l'eau et l'assainissement. En 2017, l'UNOPS a aidé plusieurs gouvernements à accroître l'impact des moyens qu'ils consacrent à leurs achats, et il s'est investi dans des partenariats collaboratifs au service de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, ainsi que dans des partenariats public-privé.

45. Mettre en place des procédures de passation de marchés publics permettant de réaliser des économies, même modestes, peut faciliter considérablement la réalisation des objectifs de développement durable. Il est possible de faire des économies en utilisant plus rationnellement les ressources existantes affectées à la réalisation des objectifs de développement. Les fonds non décaissés de budgets précédents pourront alors être mis à la disposition des autorités nationales pour qu'elles les réaffectent en fonction des besoins qu'elles auront déterminés.

46. Au Guatemala, l'UNOPS a soutenu les efforts déployés par le Gouvernement pour atteindre ses objectifs de développement durable dans le domaine de la santé, et plus particulièrement en ce qui concerne l'achat de médicaments. En 2017, en effet, il a aidé le Gouvernement à reconstituer les stocks de plus de 200 médicaments détenus par 124 hôpitaux et dispensaires pour le compte de l'Institut guatémaltèque

de sécurité sociale. Cet institut a estimé que les procédures transparentes et efficaces de passation de marchés mises en œuvre par l'UNOPS lui avaient permis d'économiser près de 27 millions de dollars, soit une réduction d'à peu près 50 % par rapport aux estimations initiales. Ce chiffre a été obtenu en comparant le prix payé pour ces médicaments grâce aux procédures mises en place par l'UNOPS au prix qui avait été payé les années précédentes pour les mêmes médicaments ; la différence entre ces deux prix est revenue aux autorités nationales, qui ont pu l'affecter à d'autres emplois. L'UNOPS a fourni plus de 2 585 jours d'assistance technique en 2017 dans le cadre de ce projet.

47. L'UNOPS a apporté une assistance technique au Gouvernement du Honduras. En appliquant ses modèles « intervention limitée » et « gestion du contrat », il a aidé à reconstituer les stocks de fournitures médicales d'hôpitaux et de dispensaires sur tout le territoire national. Le modèle « intervention limitée » confié à l'UNOPS la gestion du processus de passation des marchés jusqu'à ce qu'un adjudicataire ait été choisi, après quoi le processus est transféré aux autorités nationales pour qu'elles le mènent à bonne fin. L'approche suivie par l'UNOPS a permis d'économiser entre 30 % et 70 % sur les prix des médicaments. De plus, en 2017, l'UNOPS a participé à la réalisation d'analyses approfondies des besoins en infrastructure et en matériel de 10 hôpitaux primaires nationaux et a fourni des services consultatifs en planification stratégique à des partenaires du secteur public. Toujours en 2017, il a fourni plus de 3 000 jours d'assistance technique dans le cadre de ce projet.

48. En Argentine, l'UNOPS a aidé le Gouvernement à atteindre son objectif de 100 % de connectivité dans plus de 40 000 écoles publiques. Plus de 600 000 ordinateurs portables et autres articles informatiques ont été achetés en 2017 dans le cadre d'un programme d'aide à la passation de marchés. Les compétences de l'UNOPS ont aidé le Ministère de l'éducation nationale à réduire de jusqu'à 42 % le coût global de l'opération par comparaison aux estimations initiales.

Encadré 5. Mobiliser le secteur privé pour élargir la gamme des ressources au service des objectifs de développement durable

Pour atteindre les objectifs de développement durable, il faudra trouver des milliards de dollars à investir dans l'infrastructure et autres projets de développement.

Pour mobiliser des investissements du secteur privé, l'UNOPS s'est associé au Myanmar à l'opérateur de téléphonie mobile Ooredoo, qui a investi 3,1 millions de dollars pour réduire les taux élevés de mortalité maternelle et infantile de ce pays en construisant des dispensaires et en les connectant à son réseau 4G, afin que le Gouvernement du Myanmar puisse atteindre d'ici à 2030 son objectif d'accès universel aux soins de santé.

L'UNOPS s'emploie avec le Ministère de la santé et des sports à concevoir et construire 17 dispensaires répartis sur tout le territoire. Ces dispensaires, qui répondront aux besoins sanitaires des populations locales, surtout en santé maternelle et infantile et en santé du jeune enfant, sont en cours de construction dans huit États et devraient ouvrir à près de 100 000 personnes l'accès à des soins de santé primaires.

La construction de neuf dispensaires a été achevée en 2017. Leurs bâtiments sont conçus pour résister à des dangers naturels comme les tremblements de terre, et ils intègrent des technologies vertes et des sources d'énergie renouvelables pour réduire la pollution.

En 2017, 48 000 jours de travail rémunéré ont été offerts à des travailleurs locaux dans le cadre de ce projet, dont 6 000 ont été effectués par des femmes.

49. En 2017, l'UNOPS a continué d'étudier des solutions innovantes susceptibles de produire des économies du fait de leur efficacité, comme par exemple les technologies blockchain. Il a notamment noué un partenariat avec le World Identity Network pour mettre cette technologie au service de la protection des enfants sans papier contre la traite des êtres humains, et il continue d'animer un groupe de travail interinstitutions des Nations Unies sur la possibilité de la mettre au service de l'assistance humanitaire.

50. Plusieurs autres activités traditionnelles de l'UNOPS ont mis en œuvre des approches innovantes du financement du développement et mis en évidence les progrès accomplis dans l'élargissement de la gamme et de l'impact des ressources consacrées au Programme 2030.

51. En Ouganda, l'UNOPS fournit à la FAO, pour le compte du gouvernement, des services de gestion de subventions grâce à des fonds de l'Union européenne. Ce projet vise à stimuler l'investissement privé dans des plantations de bois d'œuvre commercial. Les investisseurs se voient offrir des subventions conditionnelles équivalant à environ 30 % du montant estimatif total de l'investissement. Ce projet, qui vise à augmenter les revenus des communautés rurales grâce aux activités de plantation d'essences commerciales et d'entretien de ces plantations financées par des producteurs privés, permet en même temps d'atténuer les effets des changements climatiques par un reboisement intensif. En 2017, l'UNOPS a administré 700 subventions dans le cadre de ce projet.

52. En dépit des progrès accomplis dans la lutte contre le VIH/sida, cette maladie reste préoccupante dans de nombreux pays. En 2017, pour améliorer la qualité des soins dispensés aux malades, l'UNOPS a fourni, sous la forme de services consultatifs, un appui à la négociation et à la gestion des contrats nécessaires pour mettre en place 10 cliniques. Ce projet était un exemple de coopération triangulaire en ce qu'il a bénéficié de financements de l'Allemagne, du Brésil et de l'Uruguay, ce mélange de sources de financement traditionnelles et non traditionnelles se distinguant par sa diversité.

53. Le petit État insulaire en développement de Sainte-Lucie a offert un exemple de coopération Sud-Sud lorsque l'UNOPS y a conduit, grâce à un financement du Gouvernement mexicain, des travaux visant à améliorer la distribution d'eau à environ 10 000 habitants du district de Dennery. Dans le cadre de ce projet, une usine de traitement des eaux a été construite en 2017 et des formations ont été dispensées aux fonctionnaires chargés de la gestion durable du réseau de distribution ainsi amélioré pour renforcer leurs compétences dans ce domaine.

IV. Résultats de gestion

A. Prestations et partenariats

54. En 2017, l'UNOPS a effectué pour 1,8 milliard de dollars de prestations, contre 1,4 milliard en 2016. Ce fut donc une année record du point de vue du chiffre d'affaires. Cette progression peut être attribuée à une augmentation de la demande en provenance des gouvernements, qui a presque doublé en 2017.

55. L'appui direct aux gouvernements, qui occupe la première place dans l'augmentation du chiffre d'affaire des prestations de l'UNOPS, est passé de 352 millions de dollars en 2016 à 662 millions de dollars en 2017. Le premier partenaire en volume de l'UNOPS parmi les gouvernements hôtes était l'Argentine, suivie par le Pérou, l'Éthiopie, le Honduras et El Salvador. Cet appui direct a représenté au total 37 % des prestations de l'UNOPS, contre 25 % en 2016. Le premier gouvernement donateur par le volume de prestations de l'UNOPS qui peuvent lui être directement attribuées était celui du Royaume-Uni, suivi par ceux des États-Unis, du Canada, du Japon et de la République de Corée.

56. En 2017, 32 % des prestations de l'UNOPS ont été effectuées pour le compte du système des Nations Unies, contre 43 % en 2016. Ce pourcentage correspond à un montant de prestations d'environ 579 millions de dollars, contre 600 millions en 2016. Le premier partenaire de l'UNOPS au sein du système des Nations Unies était le Secrétariat, et plus particulièrement le Département des affaires politiques, le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, qui, ensemble, ont compté pour environ 314 millions de dollars. Les prestations fournies comprenaient un appui technique aux activités menées par le Service de la lutte antimines de l'ONU au service de la paix et de la sécurité. Parmi les autres tendances observées dans la fourniture de services aux partenaires de l'UNOPS au sein du système des Nations Unies, on notera la hausse, pour la cinquième année consécutive, du montant des prestations effectuées pour le compte du HCR, qui est passé de 70 millions de dollars en 2016 à 80 millions de dollars en 2017. Le PNUE et l'OMS figurent parmi les autres partenaires conséquents de l'UNOPS.

57. En 2017, l'UNOPS a fourni pour 50 millions de dollars de services dans le cadre de partenariats avec des institutions financières internationales, dont la Banque islamique de développement et la Banque interaméricaine de développement. Son premier partenaire dans ce cadre a été la Banque mondiale, pour un montant de services en légère diminution, passant de 44 millions de dollars en 2016 à 42 millions de dollars en 2017.

58. Le montant des activités menées pour le compte de l'Union européenne a légèrement baissé, passant de 56 millions de dollars en 2016 à 52 millions de dollars en 2017. Les projets portés par l'Union européenne auxquels l'UNOPS a participé en 2017 comprenaient la construction de routes au Soudan du Sud et l'appui au secteur judiciaire en Tunisie.

59. Le partenariat de l'UNOPS avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a continué de progresser, l'UNOPS ayant fourni au Fonds mondial pour 128 millions de dollars de services en 2017, contre 110 millions de dollars en 2016, et rempli les fonctions d'agent local du Fonds mondial dans 13 pays.

60. L'UNOPS a appuyé la gestion d'un certain nombre de programmes financés par des donateurs multiples, dont les plus importants en volume se trouvent au Myanmar, avec le Three Millennium Development Goals Fund, ou agissent à l'échelle mondiale, comme le Fonds mondial pour l'assainissement du Conseil de concertation pour

l'approvisionnement en eau et l'assainissement et le fonds du Partenariat Halte à la tuberculose. En 2017, l'UNOPS a fourni des services à hauteur de 174 millions de dollars pour le compte de ces fonds et programmes.

61. En 2017, les principaux bénéficiaires des prestations de l'UNOPS ont été le Myanmar, l'Argentine, la Somalie, le Soudan du Sud et le Mali, dans cet ordre. En 2016, c'étaient le Myanmar, la Somalie, le Mali, le Soudan du Sud et l'Afghanistan.

62. Les nouveaux accords entre l'UNOPS et ses partenaires se sont élevés à 2,3 milliards de dollars, soit un peu moins que les 2,6 milliards de dollars de l'année précédente, mais ils comprennent des nouveaux engagements importants financés par la Banque mondiale, y compris des programmes régionaux avec le Fonds mondial en Asie et des activités de reconstruction au Yémen.

63. Le Programme 2030 et les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) ont déclaré que les problèmes auxquels sont confrontés les petits États insulaires en développement justifient qu'on leur accorde une attention particulière, du fait que le développement durable de ces États est singulièrement vulnérable, notamment aux effets des changements climatiques. En 2017, l'UNOPS a signé des accords avec Antigua-et-Barbuda, Nauru, les Palaos, Sainte-Lucie et Sao-Tomé-et-Principe.

64. En 2017, l'UNOPS a collaboré avec des parties prenantes intérieures et extérieures au système des Nations Unies pour mettre au point et lancer un nouveau site web afin de mieux faire connaître les domaines prioritaires et les compétences décrits dans son plan stratégique pour 2018-2021.

B. Excellence des processus

65. À l'issue d'une vaste opération de collecte de données sur les aspects de la durabilité pertinents pour l'UNOPS, celui-ci a établi son deuxième rapport de développement durable en suivant les normes de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance. Il en a profité pour affiner un certain nombre d'indicateurs servant à évaluer ses méthodes de mise en œuvre durable des projets, en même temps qu'il rendait compte dans ce rapport de ses activités dans le monde.

66. En 2017, l'Organisation internationale de normalisation (ISO) a évalué l'UNOPS et confirmé son certificat de conformité à la norme ISO 9001 de Management de la qualité. De son côté, la Fondation européenne pour la gestion de la qualité lui a attribué cinq étoiles dans son classement des organisations les plus performantes dans le monde.

67. Après avoir élargi son champ d'intervention et publié une nouvelle politique institutionnelle, l'UNOPS a fait certifier par l'ISO la conformité de ses activités et de ses installations à la norme ISO 14001 de Management environnemental. En 2017, il a obtenu la certification de ses activités en Sierra Leone et en Tunisie, qui est venue s'ajouter aux certificats déjà délivrés pour ses activités en Afghanistan, au Danemark, dans l'État de Palestine, au Ghana, au Kosovo, au Myanmar et au Sri Lanka.

68. Du fait de cette nouvelle politique institutionnelle de l'UNOPS, ses certificats de conformité à la norme britannique Occupational Health and Safety Assessment Systems 18001 (OHSAS 18001) sont désormais valables pour toutes ses activités et installations. Les activités menées au Ghana ont été certifiées conformes en 2017, comme auparavant les activités menées au Danemark, dans l'État de Palestine, au Kosovo et au Myanmar. Ces décisions confirment l'application par l'UNOPS des décisions figurant dans le document [CEB/2015/HLCM/7/Rev.2](#) du Comité de haut niveau sur la gestion du Conseil des chefs de secrétariat, qui impose à tous les

organismes des Nations Unies d'adopter des systèmes de gestion de la santé et de la sécurité au travail.

69. En 2017, l'UNOPS a continué d'améliorer son progiciel de gestion intégrée et d'y apporter des fonctionnalités supplémentaires, dont une fonctionnalité spécifique de gestion des risques.

70. En 2017, le système de passation électronique de marchés de l'UNOPS a été perfectionné pour en accroître la transparence et l'efficacité, lui faire produire des données au service de la prise de décision et assurer sa cohérence et sa conformité. Ce système est devenu obligatoire pour tous les achats de l'UNOPS le 1^{er} janvier 2018.

71. Plusieurs dispositions ont été prises pour réaligner les fonctions du siège de l'UNOPS en prévision de la mise en œuvre du plan stratégique 2018-2021 et pour séparer clairement les fonctions de définition et contrôle des politiques des fonctions de gestion des opérations dans le cadre d'un dispositif amélioré de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle de la conformité.

72. L'UNOPS a continué de collaborer avec les universités et le secteur privé pour aider les gouvernements à réaliser des infrastructures conformes aux objectifs de développement durable et à organiser leur adaptation aux changements climatiques. Il facilite l'adoption de bonnes pratiques internationales par l'intermédiaire de son dispositif « Infrastructure basée sur des données factuelles », qui permet d'évaluer et d'analyser les déficits d'infrastructure, les besoins futurs dans ce domaine et les capacités requises pour réaliser des infrastructures durables et résilientes. En 2017, il a mené des activités relevant de ce dispositif dans plusieurs petits États insulaires en développement, ainsi qu'au Brésil, au Népal et en Serbie.

73. À fin 2017, la proportion des recommandations faisant suite à des audits qui avaient été appliquées par l'UNOPS était de 92 %. Douze recommandations étaient en suspens depuis plus de 18 mois. Des informations sur les conclusions des audits et enquêtes menés par l'UNOPS en 2017 sont présentées dans un rapport distinct publié sous la cote [DP/OPS/2018/4](#).

74. En 2017, le Corps commun d'inspection a salué les progrès accomplis par l'UNOPS dans la gestion et l'application de ses recommandations ([JIU/REP/2017/5](#)). Des informations plus détaillées sont communiquées dans l'annexe 9.

75. En sa qualité de source interne de conseils impartiaux au service du personnel de l'UNOPS, le Bureau de la déontologie a traité 961 dossiers entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017. Son activité fait l'objet d'un rapport distinct publié sous la cote [DP/OPS/2018/5](#), qui sera présenté au Conseil d'administration à sa session annuelle de 2018.

C. Excellence des ressources humaines

76. À fin 2017, les membres du personnel de l'UNOPS étaient au nombre de 4 179 au total, contre 4 065 en 2016. Aux membres du personnel propre de l'UNOPS s'ajoutent des personnels dont les contrats sont administrés par l'UNOPS pour le compte de divers partenaires. À fin 2017, le nombre total des personnes sous contrat avec l'UNOPS était de 11 428, contre 10 978 en 2016. Le tableau 2 ci-après montre la répartition du personnel par catégorie contractuelle.

Tableau 2. Effectif par type de contrat au 31 décembre 2017

Type de contrat	Fonctionnaires	Vacataires	Total
Personnel de l'UNOPS	766*	3 413	4 179
Personnel des partenaires		7 249	7 249
Total	766	10 662	11 428

* Comprend le personnel des partenaires et le personnel des organisations auxquelles l'UNOPS fournit des services de secrétariat, qui sont gouvernés par les mêmes politiques et procédures que les fonctionnaires de l'UNOPS.

77. En 2017, l'UNOPS a recruté 201 femmes et 286 hommes, ce qui signifie que 41 % des nouvelles recrues étaient des femmes. Au 31 décembre 2017, le principal organe de gestion interne de l'UNOPS comptait 16 membres, répartis en 4 femmes et 12 hommes. Huit de ces membres avaient entre 30 et 50 ans et 8 avaient 50 ans ou plus. Les femmes représentaient 38 % du personnel de l'UNOPS, en légère progression par rapport aux 37 % de 2016. Le tableau 3 ci-après montre la répartition du personnel de l'UNOPS par sexe.

Tableau 3. Répartition du personnel de l'UNOPS par sexe au 31 décembre 2017

Sexe	Fonctionnaires	Vacataires recrutés sur le plan local	Vacataires recrutés sur le plan international	Total
Femmes	273	1 000	332	1 605
Hommes	493	1 578	503	2 574
Total	766	2 578	835	4 179

78. Une enquête auprès du personnel de l'UNOPS a révélé un niveau de motivation qui, selon les critères internationalement reconnus, classe l'UNOPS parmi les organisations les plus performantes. Sur plus de 3 100 réponses – soit un taux de réponse de 82 % –, 83 % étaient favorables, ce qui signale un degré élevé de motivation, ainsi que l'intention de rester au service de l'organisation.

79. Au cours de 2017, un nouveau système de gestion de la formation a été mis au point pour renforcer la gestion, la coordination et l'évaluation des activités de formation menées dans l'ensemble de l'UNOPS.

80. En 2017, l'UNOPS a mis en place un comité spécial composé de cadres en poste dans toutes les régions et chargé de réfléchir à la question de l'égalité des sexes dans le personnel de l'UNOPS, notamment du point de vue du recrutement, du perfectionnement, d'une direction inclusive et de l'application du principe de responsabilité. Ses consultations ont débouché sur des recommandations à partir desquelles a été élaborée une stratégie de parité des sexes dont la mise en œuvre doit commencer dès 2018. Les progrès accomplis dans la réalisation des trois objectifs de cette stratégie, qui sont résumés dans les tableaux ci-après, seront actualisés chaque année dans les rapports au Conseil d'administration.

Tableau 4. Objectif n° 1 de la stratégie de parité des sexes
Atteindre les cibles de parité des sexes fixées par la stratégie
du système des Nations Unies

<i>Obligation par classe</i>	<i>Pourcentage de femmes (au 31 décembre 2017)</i>	<i>Nombre total de femmes parmi les fonctionnaires recrutés sur le plan international</i>	<i>Nombre total de fonctionnaires recrutés sur le plan international</i>	<i>Cible</i>	<i>Date-butoir</i>
P-1					
P-2	44 %	21	48	47 %-53 %	Fin 2021
P-3	38 %	70	186	47 %-53 %	Fin 2021
P-4	31 %	41	133	47 %-53 %	Fin 2026
P-5	28 %	20	71	47 %-53 %	Fin 2026
P-6, D-1	27 %	8	30	47 %-53 %	Fin 2026
D-2	25 %	4	16	47 %-53 %	Fin 2026

Tableau 5. Objectif n° 2 de la stratégie de parité des sexes
Cibles pour une égale représentation des sexes dans le personnel de l'UNOPS,
toutes classes confondues

<i>Pourcentage de femmes dans l'effectif total actuel</i>	<i>Nombre total de femmes</i>	<i>Effectif total de l'UNOPS</i>	<i>Cible en pourcentage pour la représentation des femmes</i>	<i>Date-butoir</i>
38 %	1 605	4 179	47 %-53 %	Fin 2019

Tableau 6. Objectif n° 3 de la stratégie de parité des sexes
Cibles pour une meilleure représentation des femmes dans les classes supérieures
des fonctionnaires recrutés sur le plan international

<i>Personnel de l'UNOPS par classe de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI ou ICSC) ou des contrats de vacataire international (IICA)</i>	<i>Pourcentage de femmes par classe au 31 déc. 2017</i>	<i>Nombre total de femmes parmi les fonctionnaires recrutés sur le plan international</i>	<i>Nombre total de fonctionnaires recrutés sur le plan international</i>	<i>Cible</i>	<i>Date-butoir</i>
ICSC 8 (P-1 + IICA-1)	51 %	81	158	47 %-53 %	Fin 2021
ICSC 9 (P-2 + IICA-1)	49 %	69	140	47 %-53 %	Fin 2021
ICSC 10 (P-3 + IICA-2)	39 %	216	556	47 %-53 %	Fin 2021
ICSC 11 (P-4 + IICA-3)	29 %	92	312	47 %-53 %	Fin 2026
ICSC 12 (P-5 + IICA-3 / IICA-4)	25 %	26	105	47 %-53 %	Fin 2026
ICSC 13 (P-6 + D-1 + IICA-4)	26 %	8	31	47 %-53 %	Fin 2026
ICSC 14 (D-2 + IICA-4 / IICA-5)	24 %	4	17	47 %-53 %	Fin 2026

81. Le taux de renouvellement du personnel de l'UNOPS a été de 24 % en 2017, contre 29 % en 2016. Le tableau 7 ci-après présente des données sur le renouvellement du personnel ventilées par tranche d'âge et par sexe.

Tableau 7. Taux de renouvellement du personnel de l'UNOPS par tranche d'âge et par sexe en 2017

<i>Tranche d'âge</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Total</i>
30 ans et moins	21 %	22 %	22 %
Entre 30 et 50 ans	20 %	25 %	23 %
50 ans et plus	22 %	29 %	27 %
Effectif total de l'UNOPS	21 %	262 %	24 %

82. En 2017, 87 cadres de l'UNOPS en poste dans les pays où celui-ci dispose de bureaux physiques étaient des ressortissants du pays d'affectation, soit 17 % d'un effectif total de 552 personnels de direction. L'année précédente, 84 cadres sur un effectif total de 491 étaient ressortissants du pays d'affectation, soit 18 % d'un effectif total de 491 cadres (les cadres sont les fonctionnaires des classes ICSC-11 et supérieures). En 2017, 2 676 membres du personnel de l'UNOPS étaient en poste dans des lieux d'affectation classés difficiles (lieux classés dans les catégories B à E du barème de la Commission de la fonction publique internationale), dont 1 195 dans des lieux classés E.

83. Plus de 2 100 membres du personnel ont bénéficié des formations proposées par l'UNOPS. Quatre-vingt-un pour cent des participants ont jugé ces formations « extrêmement pertinentes » ou « très pertinentes » pour leur travail. Quarante-six pour cent des participants étaient des femmes, et 85 % étaient en poste dans des lieux d'affectation hors siège. Pour renforcer les capacités en matière de santé et de sécurité, l'UNOPS a assuré une formation dans ces disciplines à 248 membres de son personnel, dont 64 ont obtenu un certificat de l'Institut pour la santé et la sécurité au travail. En plus des cours obligatoires sur l'égalité des sexes et la prévention du harcèlement, le harcèlement sexuel et l'abus de pouvoir sur les lieux de travail, plus de 600 membres du personnel ont bénéficié d'une formation à la lutte contre la corruption.

D. Gestion financière

84. En 2017, l'UNOPS a fourni des services d'appui aux projets à hauteur de 1,8 milliard de dollars, contre 1,4 milliard en 2016. Le revenu net tiré des projets s'est établi à 89,4 millions de dollars, contre 86,7 millions de dollars en 2016. Les recettes accessoires se sont établies à 2,4 millions de dollars, contre 2,1 millions de dollars l'année précédente. Les dépenses de gestion se sont élevées à 67,5 millions de dollars contre 62,3 millions de dollars en 2016, soit une hausse de 8,3 %. Cependant, grâce à l'augmentation des prestations de services d'appui aux projets, le ratio des dépenses de gestion par rapport aux prestations a baissé en 2016 pour s'inscrire à 3,7 %. Il en est résulté un excédent net des revenus sur les dépenses après provisions d'un montant de 29 millions de dollars en 2017, contre 33,1 millions de dollars en 2016. À fin 2017, la réserve opérationnelle de l'UNOPS était supérieure au minimum prévu par le Conseil d'administration.

85. Une réévaluation actuarielle des engagements de l'UNOPS au titre des prestations dues à la cessation de service indique qu'à fin 2017 ces engagements étaient supérieurs d'environ 7,9 millions de dollars à ce qu'ils étaient à fin 2016. Ce montant comprend une perte actuarielle de 3,6 millions de dollars des États-Unis ainsi que des provisions supplémentaires versées par l'UNOPS au cours de l'exercice.

86. Les montants des dépenses, des recettes et du solde des réserves pour 2017 sont des montants provisoires calculés par l'UNOPS et sujets à modification. Ils doivent encore être vérifiés par le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU.
